

**Convention collective**

**IDCC : 9231. – EXPLOITATIONS AGRICOLES  
ET ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX  
(Creuse)  
(27 octobre 1993)**

(Étendue par arrêté du 18 février 1994,  
*Journal officiel* du 2 mars 1994)

---

**AVENANT N° 40 DU 14 MARS 2019**

NOR : *AGRS1997153M*  
IDCC : 9231

Entre :

FDSEA ;

EDT ;

FD CUMA,

D'une part, et

FGTA FO ;

SGA CFDT du Limousin ;

SNCEA CFE-CGC ;

CFTC-Agri ;

USRAF CGT du Limousin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 50 « Congés exceptionnels pour événements familiaux » de la convention collective des exploitations agricoles et des entreprises de travaux agricoles et ruraux du département de la Creuse du 27 octobre 1993 est modifié et complété comme suit :

**« Article 50**

*Congés exceptionnels pour événements familiaux*

Tout salarié ayant une ancienneté de 6 mois dans l'entreprise bénéficie d'un congé spécial payé, indépendant du congé annuel, ainsi fixé :

5 jours pouvant être fractionnés en demi-journée, en cas d'hospitalisation ou de maladie d'un enfant âgé de moins de 16 ans.

Ces absences seront décomptées par année civile et feront l'objet de la production d'un justificatif (bulletin d'hospitalisation ou certificat médical) à l'issue de la période d'absence.

Ces jours d'absence devront être pris au moment des événements en cause et n'entraîneront pas de réduction de la rémunération. Ils seront assimilés à des jours de travail effectif pour la détermination du congé annuel.

#### **Article 2**

Le présent avenant dont les parties signataires demandent l'extension prendra effet au 1<sup>er</sup> avril 2019.

#### **Article 3**

Au terme de la première année d'application de cet avenant, un bilan sera présenté par le collège employeur, en commission mixte.

#### **Article 4**

Le présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et un exemplaire sera déposé à l'unité départementale de la Creuse de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Nouvelle Aquitaine, 1, place Varillas, 23000 Guéret.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant conformément aux dispositions des articles L. 261 à L. 2261-23-1 du code du travail.

Fait à Guéret, le 14 mars 2019.

(Suivent les signatures.)